

# APPEL URGENT

**Action Contre l'Impunité pour les Droits Humains, Action rapide de développement , Centre pour les Droits de l'Homme et le Droit Humanitaire, Centre pour la Justice et la Réconciliation, Centre International pour la Promotion de Développement et de Droits de l'Homme, Centre d'Observation et de Gestion des Conflits, Centre pour le développement de la femme, CENADEP , Initiative des femmes pour l'auto développement, Human Rescue DRC, Ligue des droits des malades, Lutte pour le Changement, JUSTICIA asbl , Mama ni Mama ,Génération Déterminée ; Humanisme et droits humains , Nouvelle Dynamique ,** toutes , des organisations de promotion et de protection des droits humains basées à Lubumbashi en République Démocratique du Congo sont très inquiètes de l'arrestation et du transfèrement de Monsieur **Jean Pierre MUTEBA**, un militant de la société civile de la RDC depuis ce Lundi 10/04/2017.

Monsieur Jean Pierre MUTEBA est un ancien porte-parole du Cadre de Concertation de la Société Civile du Katanga. Il est syndicaliste et Président de la Nouvelle Dynamique Syndicale. Pour l'instant il est Premier Vice-Président national de la Société Civile Forces Vives.

Il a été arrêté par des éléments de la police, ce Lundi 10/04/2017 aux environs de 11H30, alors qu'en sa qualité de membre de la Société Civile, il observait la manifestation pacifique organisée par le Rassemblement des Forces Politiques et Sociales acquises au changement. Il a été l'objet des traitements inhumains et dégradants des agents de la police qui l'ont trainé par terre sans égard pour ses responsabilités au sein de la société civile. Le même Lundi soir, il a été transféré au parquet de grande instance de Lubumbashi et le mardi il a été entendu par l'officier du ministère public sous RMP 9148/PRO 21/MPK pour rébellion et manquement à l'autorité de la police.

Ce mercredi à 7h00 du matin avant même l'ouverture des bureaux et alors que ses avocats attendaient la suite de la requête de mise en liberté provisoire introduite auprès de l'officier du ministère public et contre toute attente, le Procureur de la République, sur instruction du Procureur Général, l'a transféré à la prison centrale de la Kasapa.

Les organisations signataires craignent que cette arrestation soit motivée par des considérations politiques et qu'elles sont certaines que Jean Pierre MUTEBA paie le frais de ses engagements en faveur de l'alternance politique et du respect de la constitution. Elles redoutent en plus que le gouvernement ne mette en place une stratégie d'intimidation des acteurs de la société civile pour leur travail de surveillance des violations des droits humains en cette période pré-électorale.

Elles exigent la libération immédiate et sans condition de Monsieur Jean Pierre MUTEBA ainsi que la cessation de tout harcèlement à l'encontre des défenseurs des droits humains et de pro démocratie en RDC.

Les organisations invitent donc toutes personnes éprises de justice et de paix de contacter :

- Le Président de la République démocratique du Congo : Monsieur Joseph KABILA
- Le Ministre de la Justice et des Droits Humains : Monsieur Alexis Tambwe Mwamba : +243 819996543
- Le Ministre des affaires étrangères de la RDC, Monsieur Léonard She OKITUNDU

- Le Procureur général près la Cour d'Appel de Lubumbashi, Monsieur MUKONKOLE : +243 817941471

**Pour tout contact :**

- Centre pour la Justice et la Réconciliation : 243 81 8153407, [fkitoko@gmail.com](mailto:fkitoko@gmail.com)
- JUSTICIA Asbl : 243 994075131, [justicia.asbl@gmail.com](mailto:justicia.asbl@gmail.com)
- Centre pour les Droits de l'Homme et du Droit Humanitaire: 243 999940324, [gregmul@gmail.com](mailto:gregmul@gmail.com)